

Questions orales

Banque du Canada a dit que l'économie pourra facilement s'en accommoder.

moyennes entreprises d'une taxe néfaste qui les empêche de compétitionner.

• (1120)

Ce sera une augmentation unique. Il faut nous discipliner et nous assurer que ces pressions diminuent. Nous avons réussi. Cette semaine, le taux bancaire a baissé de 15 points de base, donc de deux points depuis quatre mois. C'est dire que nous sommes sur la bonne voie.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Madame la Présidente, le président du Conseil du Trésor parle d'une augmentation unique de l'inflation. Si le gouvernement prenait l'inflation au sérieux, il serait d'accord avec moi quand je dis que cette augmentation unique due à la TPS est de trop, et il ne parlerait pas de discipline, ce qui n'est qu'une admission détournée du fait que le gouvernement veut que les taux d'intérêt continuent de monter.

[Français]

Monsieur le Président, si le gouvernement n'a pas l'intention de revenir à la raison et d'empêcher la TPS de recevoir la sanction royale aujourd'hui, quand le ministre aura-t-il l'intention de proposer au moins les modifications que propose le gouvernement lui-même afin d'atténuer l'impact de cette taxe? Plus précisément, quand va-t-il proposer d'atténuer l'impact de la taxe en n'imposant pas les livres et les périodiques?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le leader de l'opposition couvre beaucoup de terrain dans sa question, et j'imagine que si je prends la peine de répondre à chaque point on va penser que je prends beaucoup trop de temps.

Il dit que nous souhaitons que les taux d'intérêt augmentent. C'est complètement faux. Nous souhaitons que les taux d'intérêt diminuent. C'est nécessaire et c'est essentiel pour notre industrie, pour notre économie, pour tous les citoyens. Mais nous voulons qu'ils diminuent et qu'ils restent bas. Le danger de suivre une politique qui ouvrirait trop largement les vannes de la masse monétaire, ce serait de voir l'inflation réapparaître puisqu'on a vu aujourd'hui l'indice des prix à la consommation augmenter de 4,8 à 5 p. 100 dans les derniers rapports. Donc, nous devons maintenir une politique consistante et constante de surveiller ces mouvements.

Quant à la TPS, le leader de l'opposition parle uniquement de certains aspects. Il a choisi un aspect et il s'y attaque. La TPS aura aussi des aspects extrêmement positifs sur l'économie, ce que n'a jamais reconnu l'opposition, entre autres de libérer enfin nos petites et nos

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Madame la Présidente, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Ce matin, à St. John's, à Terre-Neuve, le ministre des Pêches et des Océans a renoncé à ses responsabilités envers les pêcheurs du Canada. Il n'a pas tenu compte du rapport Harris, ni du rapport Dunn, qui recommandaient la réduction du montant total des prises admissibles dans le but de conserver et de protéger les bancs de poissons pour les générations à venir. Il a fixé un contingent de trois ans. C'est un contingent trop élevé. Il n'a pas tenu compte de la diminution des stocks de morue du Nord dans le golfe et a fait savoir qu'aucune mesure ne serait prise pour mettre un terme à la surpêche pratiquée par les Européens à l'extérieur de la limite de 200 milles du Canada.

Étant donné que le gouvernement continue d'appliquer des restrictions au Canada et que des milliers de pêcheurs et de travailleurs d'usine sont obligés de déménager à cause de la diminution des prises et de l'épuisement total des stocks de poisson, je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en l'absence du ministre des Pêches et des Océans, pourquoi le Canada ne bronche pas quand les Européens, qui ont pêché 70 000 tonnes métriques de poissons l'an dernier, ce qui est beaucoup trop, annoncent qu'ils en pêcheront encore 70 000 tonnes métriques cette année, malgré les mesures de conservation que le Canada veut appliquer? Le ministre va-t-il désormais faire subir ses dispositions à la Rambo aux Européens afin de protéger notre poisson?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame la Présidente, c'est faux, nous n'acceptons pas du tout ces pratiques de la part des Européens. Nous sommes très déçus du contingentement recommandé par le comité technique de la Communauté, et nous en avons appelé de la décision auprès des membres de la Communauté européenne.

Nous avons entrepris des démarches auprès des membres de la Communauté européenne. Nous communiquons directement avec eux pour leur signaler que l'augmentation des quotas, telle que recommandée par le comité, est non seulement préjudiciable à la pêche partout dans le monde, à cause de l'épuisement des stocks que cela entraînera, mais qu'elle n'est pas conforme au bon ton des discussions que les ministres canadiens ont